

Italie/Au lendemain des législatives

L'extrême droite et les populistes revendiquent chacun le pouvoir

AFP

Rome/Italie

*L'incertitude autour d'une majorité claire demeure toutefois grande. Au président Sergio Mattarella de démêler l'écheveau dans les prochaines semaines.*

LES populistes du Mouvement 5 étoiles (M5S) tout comme la Ligue, d'extrême droite, auteurs de percées historiques aux législatives en Italie, ont chacun revendiqué le droit de gouverner, excluant toute alliance "eurosceptique" entre eux.

Faute de majorité claire, ce choc électoral pour l'Italie et l'Europe, ouvre une phase d'incertitude politique dans la troisième économie de la zone euro. Avec un vote marqué à la fois par le rejet de la vieille classe politique, l'exaspération face au marasme économique et les tensions autour des migrants et de l'Union européenne, l'Italie s'inscrit dans la lignée du Brexit, de la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et de la poussée de l'extrême droite ailleurs en Europe.

"Pour la première fois en Europe, les forces antisystème l'emportent", a résumé l'éditorialiste du quotidien La Stampa.

La coalition de droite est arrivée en tête avec 37% des voix, selon des résul-



Photo : AFP

Grâce au score de son parti, le chef de la Ligue, Matteo Salvini, se sent pousser des ailes, revendiquant de former le gouvernement... Photo de droite : ... "Nous avons la responsabilité de donner un gouvernement" à l'Italie, lui répond le leader du Mouvement 5 étoiles (M5S), Luigi Di Maio, 31 ans.



Photo : AFP

tats portant sur 98% des bureaux de vote.

Mais en son sein, c'est la formation eurosceptique et anti-immigration du chef de la Ligue Matteo Salvini, proche du Front national (FN) français, qui a largement devancé le parti de Silvio Berlusconi et a revendiqué de diriger le gouvernement.

**"DROIT ET DEVOIR DE GOUVERNER"** • "Je suis quelqu'un qui tient parole et l'engagement a été pris au sein de la coalition : qui l'emporte peut gouverner", a lancé M. Salvini, alors que le doute subsiste sur la volonté du vieux milliardaire de tenir sa promesse. La coalition a "le droit et le devoir de gouverner dans les prochaines années", a-t-il insisté.

Mais cette perspective est mise à mal par la percée historique du M5S, qui de-

vient le premier parti du pays avec un score dépassant les 32%, après une campagne dirigée contre la corruption et la "caste" politique italienne.

Le mouvement fondé par le comique Beppe Grillo en 2009 s'assure une position centrale au Parlement et vise désormais plus.

"Nous avons la responsabilité de donner un gouvernement" à l'Italie, a assuré son jeune chef de file, Luigi Di Maio, 31 ans, lors d'une déclaration à la presse à la mi-journée. "Il y a des régions entières où nous avons recueilli plus de 50%, des zones où nous avons obtenu 75% des voix", a-t-il fait valoir.

Alors que le M5S a toujours refusé toute alliance, il s'est dit prêt "à discuter avec toutes les forces politiques", mais sur la base du programme du mouve-

ment : la pauvreté et le gaspillage, l'immigration et la sécurité, l'emploi et le développement.

**PARI PERDU POUR BERLUSCONI** • Le chef de la Ligue aussi a assuré qu'il parlerait "avec tout le monde" mais exclu devant la presse toute "majorité étrange" avec le M5S : "N, O, N, NON, et soulignez trois fois !".

Matteo Salvini, qui aura 45 ans vendredi, a transformé l'ancienne Ligue du Nord sécessionniste en une formation souverainiste et martelé un discours anti-immigration et défiant à l'égard de Bruxelles, qui semble avoir porté dans un pays en proie à l'euroscepticisme et qui a vu débarquer près de 700 000 migrants depuis 2013.

Silvio Berlusconi, qui s'était présenté à Bruxelles comme le seul rempart

contre les populistes et les forces anti-euro, a donc perdu son pari.

A Bruxelles, la Commission européenne s'est dite "confiante" dans la possibilité de former un gouvernement stable.

Mais la possibilité d'une éventuelle grande coalition à l'Allemande s'éloigne cependant en raison de la déroute du Parti démocrate (PD, centre gauche) de Matteo Renzi, qui plafonne à moins de 19% des voix, moins de la moitié des 40% obtenus aux élections européennes de 2014.

C'est d'ailleurs l'ensemble de la gauche qui boit la tasse. Les frondeurs de Liberi e uguali (libres et égaux), sont à peine au-dessus du seuil des 3% nécessaires pour entrer au Parlement.

"Les vainqueurs de cette bataille électorale sont Matteo Salvini et Luigi di Maio", le chef de file du M5S, mais "tout cela ne conduit à aucune forme de gouvernabilité", au moins à court terme, assure l'éditorialiste de La Stampa.

Il appartiendra désormais au président italien, Sergio Mattarella, de démêler l'écheveau dans les prochaines semaines. Mais ses consultations politiques officielles ne s'ouvriront pas avant la fin du mois, une fois élus les présidents des deux chambres, en principe le 23 mars.

A travers le monde

Belgique/Terrorisme. Huit arrestations à Molenbeek

Huit personnes ont été arrêtées dimanche matin à Molenbeek, près de Bruxelles, après une série de perquisitions ordonnée par un juge bruxellois chargé d'un dossier terroriste, a indiqué hier le parquet fédéral belge.

• Chine/Politique. Début de la grand-messe qui offrira à Xi Jinping un pouvoir à vie

Xi Jinping président à vie ? Quelque 3 000 députés chinois ont chaudement applaudi hier la réforme qui doit offrir à l'homme fort de Pékin un mandat illimité, avec pour objectif de transformer le géant asiatique en superpuissance mondiale.

• Corée du Sud/Diplomatie. Des émissaires de Séoul à Pyongyang



Photo : AFP

Une délégation sud-coréenne de haut rang est arrivée à Pyongyang hier pour rencontrer le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, nouvelle illustration de l'amorce de détente sur la péninsule.

• France/Justice. Ouverture du procès en appel de Carlos

Figure du terrorisme "anti-impérialiste" des années 1970-80, le Vénézuélien Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, est de retour devant la cour d'assises de Paris où s'est ouvert hier son procès en appel pour un attentat meurtrier en 1974 dans la capitale française.

• Israël/Enquêtes. Un proche de Netanyahu accepte de témoigner contre lui



Photo : AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a essuyé un nouveau coup dur, un proche ayant accepté de témoigner contre lui dans l'une des enquêtes de corruption présumée le concernant, ont rapporté les médias hier.

• Syrie/Conflit. Près de 30 civils tués dans la Ghouta

Près de 30 civils ont été tués dans des raids aériens contre l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale, où le régime mène une offensive pour reprendre cette zone aux portes de Damas, a indiqué une ONG hier.

France/En raison d'irrégularités

Près de 430 000 euros réclamés au groupe du FN au Parlement européen

AFP

Bruxelles/Belgique

*Il n'y avait "aucune volonté d'enfreindre les règles", proteste Nicolas Bay, vice-président du FN et coprésident du groupe ENL.*

LE groupe du Front national (FN) au Parlement européen devrait restituer plus de 427 000 euros (près de 280 millions de francs) versés par l'institution pour couvrir ses frais de fonctionnement, en raison d'irrégularités, selon un document parlementaire que s'est procuré hier l'AFP.

Le groupe Europe des nations et des libertés (ENL) est composé de 36 eurodéputés, dont près de la moitié issus du FN français. Il compte aussi en son sein l'Italien Matteo Salvini (La Ligue), qui aspire à diriger le futur gouvernement en Italie (lire par ailleurs). Selon un projet d'avis de la

commission du contrôle budgétaire du Parlement, dévoilé dimanche par le site d'information Mediapart et obtenu par l'AFP, le groupe ENL a eu en 2016 des dépenses insuffisamment justifiées (38 889 euros) et d'autres violant les règles des appels d'offres (388 278 euros).

Des repas à plus de 400 euros par personne et une centaine de cadeaux de Noël à plus de 100 euros font par ailleurs partie des dépenses "non raisonnables" relevées. Et il est demandé au groupe ENL de communiquer les destinataires de quelque 230 bouteilles de champagne, dont six d'une valeur de plus de 81 euros.

Sollicité par l'AFP, Nicolas Bay, vice-président du FN et coprésident du groupe ENL, a expliqué qu'il s'agissait d'une "question d'interprétation des règles" des procédures d'appels d'offres, mais qu'il n'y avait eu "aucune volonté d'enfreindre des règles".



Photo : AFP

Elle-même déjà mise en examen pour des soupçons d'emplois fictifs d'assistants d'eurodéputés frontistes, Marine Le Pen voit son parti - lui aussi mis en examen dans le même cadre - rattrapé par la patrouille du Parlement européen.

Pour le groupe ENL, "les appels d'offres s'appliquaient prestation par prestation dès lors qu'elles étaient de nature différente, et non par prestataire" si bien que "dans certains cas les appels d'offres n'ont pas été faits", a précisé M. Bay. L'ENL s'est "conformé à l'interprétation plus restrictive" du Parlement européen à partir de 2017, a-t-il fait valoir.

Le document parlemen-

taire est encore à ce stade un projet d'avis consultatif, pouvant faire l'objet d'amendements jusqu'au 12 mars. Il sera ensuite transmis au Bureau du Parlement européen, composé notamment de son président Antonio Tajani et des vice-présidents de l'assemblée.

C'est ce Bureau du Parlement qui prendra la décision formelle de la facture à adresser au groupe ENL.

Cette décision pourrait être prise le 16 avril ou le 28 mai, selon une source parlementaire.

Les recouvrements ne prendraient pas la forme de versements, mais les sommes litigieuses seraient récupérées en déduction de la prochaine enveloppe budgétaire annuelle allouée au groupe, a ajouté cette source.

Après sa dirigeante Marine Le Pen en juin, le parti d'extrême droite a été mis en examen en France en décembre pour des soupçons d'emplois fictifs d'assistants d'eurodéputés frontistes.

Le préjudice du Parlement européen, précédemment évalué à 5 millions d'euros (3,2 milliards de francs) pour une période entre 2012 et 2017, serait désormais estimé à près de 7 millions en tenant compte de la période antérieure à partir de 2009, selon l'hebdomadaire français Le Journal du Dimanche (JDD).